DIAL 3383 - Dossier « Gauches critiques » - À propos d'une vision métabolique de la politique

Étrange débat sur le « lactose » au sein de la gauche et du progressisme latino-américains

Eduardo Gudynas

mardi 20 septembre 2016, mis en ligne par Dial

Les choix politiques et l'évolution des gouvernements de gauche au pouvoir depuis une quinzaine d'années en Amérique du Sud font l'objet de critiques fournies de personnalités et de mouvements situés eux aussi à gauche de l'échiquier politique. C'est le cas de personnes ayant elles-mêmes jouées un rôle politique dans un premier temps – comme Alberto Acosta [1] en Équateur, ou ici Pablo Solón – ou d'organisations – comme la CONAIE en Équateur [2] – ayant d'abord soutenues le gouvernement. Une des critiques récurrentes concerne l'accélération de l'extractivisme par les gouvernements qu'Eduardo Gudynas qualifie pour cette raison de « gauche marron » [3], le respect des populations affectées, souvent des communautés indiennes, ou de l'environnement passant alors nettement au second plan [4]. S'ils ont adopté une série de nouvelles mesures et mis en place différents programmes sociaux, les gouvernements progressistes maintiennent cependant globalement inchangé le modèle économique en place basé sur des exportations massives de matières premières, augmentant ainsi leur dépendance au marché mondial et aux fluctuations des prix. La récente chute des prix du pétrole et d'autres matières premières place d'ailleurs ces gouvernements dans une situation difficile dont l'issue est souvent à nouveau recherchée du côté d'une accélération de l'extractivisme pour compenser la baisse des revenus extractivistes…

Les deux textes de ce dossier « Gauches critiques » ont été rédigés par le Bolivien Pablo Solón et l'Uruguayen Eduardo Gudynas [5]. Ce second texte a été publié par le site Rebelión le 23 décembre 2015. Des versions antérieures de cet article ont été publiées dans Página Siete *(Bolivie) et Plan V (Équateur).*

Ces derniers mois, un changement substantiel dans les débats politiques sud-américains est en marche. Les gauches qui ne participent pas aux gouvernements sont en train d'affiner leurs remises en question tout en se différenciant clairement des critiques émises par les conservateurs. Présidents et vice-présidents, ministres et jusqu'à certains intellectuels connus ont aussi durci notablement leurs critiques à l'égard de ces gauches. La situation est bien connue en Équateur, car ces gauches ont été critiquées par le pouvoir en place, ridiculisées et harcelées.

Les critiques se sont faites de plus en plus virulentes et on essaie désormais de les déguiser et de les justifier par un nouveau discours. On a pu entendre un exemple très clair à Quito, en septembre 2015, lors de la conférence du vice-président de Bolivie, Álvaro García Linera, durant la Deuxième Rencontre latino-américaine progressiste. [6]. À cette occasion, le vice-président a demandé l'autorisation de critiquer ce qu'il nomme « la gauche délactosée », un terme qui correspond plus ou moins à l'étiquette de « gauche infantile » qui a été utilisée en Équateur [7].

En quelques phrases, García Linera décrit cette « gauche délactosée » dans les termes suivants : ce sont des gens parfumés, décaféinés ; l'"odeur" de la plèbe ou le "langage guerrier" leur fait peur, les bruits de la rue ou des barricades les dérangent, ils sont radicaux ou pseudoradicaux, pseudogauchistes, abstraits, timorés, inopérants, repentis et complices. Ils observeraient les choses d'un balcon, d'un café ou lors de la

pause pendant leur fitness matinal, proposeraient leurs analyses en regardant la télévision ; la seule révolution qu'ils connaissent est celle d'un documentaire de History Channel. Ils touchent de bons salaires, mais « ils n'ont aucune mesure concrète » ou propositions pratiques enracinées dans les mouvements sociaux.

La vision métabolique de la politique

Comme on le voit, la gauche délactosée, à en croire cette évaluation, serait une chose épouvantable. En quelques phrases, on dénombre 21 disqualifications, quasiment toujours des qualificatifs, et peu d'arguments. Face à ce type d'évaluation, je crois que la seule réaction possible ne peut être que mi-sérieuse, mi-humoristique.

Commençons par préciser le sens de cet adjectif dérivé du nom lactose pour faire référence à la gauche. Le lactose est un sucre, formé par l'association de glucose et de galactose, présent dans le lait maternel des mammifères. Le lactose est devenu connu du fait de l'intolérance à cette molécule soufferte par certaines personnes, ce qui a contribué à promouvoir la vente des laits délactosés.

Quand García Linera s'attaque aux délactosés, il introduit une métaphore biochimique de la politique qui permet de distinguer deux positions. Une première position, très bonne, serait celle des gouvernements progressistes, c'est elle qui a beaucoup de lactose. Une deuxième position reposerait sur les revendications supposées marginales d'une gauche non gouvernementale, délactosée ou *diet*.

De cette manière ou d'une autre, ils veulent nous entraîner dans un débat dans lequel la lactosité remplacerait d'autres éléments classiques des débats politiques dans le grand champ de la gauche. Cette voie de l'analyse métabolique n'a sûrement pas beaucoup de sens, mais même à supposer qu'on l'accepte, on pourrait soutenir que la situation actuelle est certainement l'inverse.

Ce sont les progressistes qui se retrouvent en manque d'énergisants, qui se sont délactosés. Tandis que, c'est plutôt du côté des gauches plurielles et indépendantes qu'il y a encore de l'énergie, des forces pour chercher le changement [8].

Pris au piège du développement

Pour étayer l'affirmation que la carence en sucre est dans l'autre camp, il faut préciser que les gauches démocratiques plurielles et indépendantes ont centré leurs questionnements sur les stratégies de développement progressistes ou leur façon de comprendre la politique.

Les progressistes sud-américains actuels se sont retrouvés pris au piège de styles de développement qui, au-delà des changements (nombre d'entre eux positifs), continuent de toute manière à être basés sur les secteurs primaires et, pour cette raison, subissent une large série d'effets en maintenant leur dépendance à la mondialisation. Cela les a obligés à réajuster leurs pratiques politiques de façon à ce qu'ils puissent, d'une part, maintenir leurs mesures connues d'aide sociale et, d'autre part, calmer, stopper ou empêcher que les mobilisations sociales ne mettent en péril les politiques extractivistes. C'est une tentative qui, sans nul doute, n'est pas néolibérale mais qui a débouché sur des régimes politiques qui s'éloignent substantiellement de ceux des gauches qui leur ont donné naissance.

Tout ce dispositif n'est viable que tant que l'État réussit à capter des marges substantielles d'excédents. Les gouvernements ont besoin de se financer pour soutenir le fonctionnement étatique (ce qui n'est pas négligeable car l'emploi public s'est multiplié dans presque tous les pays progressistes) et, simultanément, maintenir des programmes d'aide sociale.

Le moteur principal du maintien de ces équilibres a été l'extractivisme : l'exploitation des mines, des hydrocarbures ou les monocultures. Quand bien même s'accumulent les preuves sur ses graves effets sociaux et environnementaux, ses coûts économiques cachés, ou la dépendance vis-à-vis des acheteurs et investisseurs internationaux, au lieu de chercher de nouvelles options, les progressistes ont choisi

d’approfondir encore plus leur dépendance extractiviste. Ils diminuent désormais les contrôles, offrent de généreuses subventions, passent des contrats secrets ou répriment les mobilisations citoyennes.

Face à ces situations, les progressistes soutiennent qu’il ne faut pas tomber dans le « piège » des délactosés, qui réclameraient d’abandonner « en six mois ce qui a duré des siècles », comme le dit García Linera. Pour moi, ce type d’affirmation part d’une lecture erronée de la réalité. Je ne connais personne qui propose d’abandonner l’extractivisme en quelques mois, ni même en quelques années. Ce qui est mise en avant est la nécessité de comprendre qu’on ne peut pas persister dans ce type de développement, qu’il faut réfléchir à des changements et commencer à les mettre en pratique ; pour ce faire, des voies de sorties progressives sont proposées. Personne n’insiste, par exemple, sur le fait d’interdire toute forme d’extraction minière mais on propose plutôt de les encadrer par de véritables contrôles et de n’exploiter que ce qui est vraiment nécessaire à la région. Si on reprend la métaphore métabolique, ce sont ces gauches qui ont beaucoup de lactose car elles acceptent le risque et le défi d’imaginer une autre économie et de surmonter la dépendance à la mondialisation.

Les progressistes affirment aussi qu’on ne pourrait abandonner l’extractivisme que si se produisait un changement planétaire, un renoncement global au capitalisme ou une révolution qui rompe avec le développement, dans tous les pays, et plus ou moins simultanément. Ce genre d’idées paraît très ingénu ; c’est attendre que les Allemands ou les Chinois, tous en même temps, aient une révélation soudaine et changent leurs styles de vie, leurs appétits consuméristes, et leurs conceptions de l’économie et de la politique.

Les Latino-Américains ne peuvent pas attendre tout cela et les changements doivent être amorcés, considèrent à l’inverse les gauches. Il faut, par exemple, engager des décrochages sélectifs de la mondialisation en renforçant en parallèle les réseaux productifs régionaux sur le continent.

Il n’y a pas d’alternatives ?

Beaucoup de progressistes accusent les gauches de ne pas proposer d’alternatives ou de vivre dans une espèce d’illusion éloignée de la réalité. « Ils n’ont aucune mesure concrète, pas une seule proposition pratique enracinée dans le mouvement social » déclarait A. García Linera.

Néanmoins, ce que nous voyons autour de nous est bien différent. Autant dans les pays andins que dans les pays du Cône sud ont été proposées et discutées toutes sortes d’alternatives, à l’extractivisme en particulier et, en général, à la dépendance à la vente des matières premières. La société civile équatorienne a par exemple innové en proposant un moratoire pétrolier dans l’Amazonie [9]. Cette initiative n’a finalement pas prospéré mais aujourd’hui les scientifiques qui étudient le changement climatique, donnent raison à cette proposition quand ils affirment qu’il faut maintenir environ 80% des hydrocarbures sous terre pour sauvegarder la vie sur la planète.

Dans la même manière, certains économistes nous alertent sur la désindustrialisation engendrée par le boom exportateur des matières premières et proposent des industrialisations alternatives, liées en particulier au secteur agricole. D’autres ont réfléchi à des systèmes alternatifs d’imposition.

Il existe des réseaux de groupes et d’organisations, des réunions, des séminaires, des livres et des articles consacrés aux alternatives à l’extractivisme et même une réflexion spécifique sur les transitions pour sortir de cette addiction à l’exportation des biens primaires.

Cette liste fournie témoigne de l’existence de multiples débats et essais, aussi bien conceptuels que pratiques. On peut être d’accord ou non avec leurs contenus mais on ne peut pas affirmer que les propositions n’existent pas. Il y a là des espaces pleins d’énergie et d’innovation. Les progressistes, en revanche, n’ont pas généré d’idées alternatives au développement. Il est difficile de savoir si les progressistes ne comprennent pas toute cette discussion sur les alternatives ou s’ils n’ont pas d’autre remède que de les ignorer et de déclarer qu’elles n’existent pas, car s’ils les acceptaient, ils se verraient obligés de commencer à penser à changer leurs propres pratiques.

Où sont les contradictions ?

Une telle insistance sur des métaphores étranges cache la disparition progressive d'une catégorie fondamentale pour les analyses politiques : les contradictions. Leur étude était une composante fondamentale chez les gauches antérieures, que ce soit pour relever simplement les contrastes entre ce que disent les gouvernements et ce qu'ils font véritablement ou pour des analyses de conjoncture plus complexes que préparaient les syndicats ou les ONG à base populaire.

Le progressisme sud-américain actuel, à l'inverse, ne nous parle pas de contradictions mais propose métaphores fleuries et adjectifs. Les problèmes viendraient, selon ce point de vue, des infantilistes et des délactosés d'un côté et des conservateurs et de la droite, de l'autre.

Malgré ces tentatives, comprendre les contradictions reste fondamental. S'atteler à cette tâche permettrait de mieux comprendre les énormes tensions entre l'organisation de style progressiste de la production et son inévitable dépendance commerciale en tant que fournisseur de matières premières – ce qu'imposent les structures et dynamiques de certaines variétés modérées de capitalisme. Car, au-delà des discours anti-impérialistes, si l'insertion économique a lieu au sein de cette économie mondiale, les acteurs doivent en accepter les règles de fonctionnement et s'y conformer. Ils seront ainsi chaque fois plus enclins à augmenter leur rentabilité, esquiver les impôts, externaliser les impacts environnementaux, remettre au lendemain les revendications syndicales, payer des commissions… C'est là qu'éclatent de multiples contradictions qu'il faut mettre en évidence, pour éviter de tomber dans des pièges, d'engendrer des inégalités par d'autres moyens, ou de détruire la nature. Prenons l'exemple d'une entreprise d'État qui, pour être « performante », n'a pas d'autre choix que d'être aussi polluante, impitoyable, exploiteuse ou corrompue qu'une multinationale. Cette analyse des contradictions permet de déterminer si continue la domination de quelques personnes sur d'autres et sur la Nature.

L'énergie en politique

Une autre critique qui revient souvent prétend que ces gauches sont socialement marginales ou minuscules. Par exemple García Linera affirme que « le pseudoradicalisme abstrait et inopérant » n'appuie « aucune » mobilisation ni ne « renforce l'action collective ». Là aussi la réalité est tout autre.

Les gauches indépendantes, démocratiques et plurielles sont aux côtés, épaule contre épaule, des communautés qui souffrent de sérieux problèmes sociaux et environnementaux dans plusieurs pays. Ces interactions permettent de rendre explicites des impacts que gouvernements et entreprises veulent dissimuler, servent à défendre les droits citoyens et forment une barrière contre la corruption. Dans ces communautés on entend aussi des récits dans lesquels ce sont les progressistes des gouvernements qui sont enfermés dans leurs bureaux et ne savent que peu ou rien de ce qui se passe aujourd'hui réellement dans la rue ou au sein des communautés.

Ce renouveau de la convergence entre groupes organisés est ce qui donne, depuis déjà longtemps, de la force aux mobilisations – comme lors des marches citoyennes pour la défense de la nature qui ont eu lieu dans divers pays andins, avec notamment celle conduite par la CONAIE [10] en Équateur ou celles du TIPNIS [11] en Bolivie.

Ces mobilisations, parmi d'autres, ont été rejetées par les progressistes qui ont dénoncé en outre des manœuvres de politisation des Indiens ou des paysans. Mieux encore : depuis lors, il semblerait que les ONG sont tellement, mais alors tellement puissantes qu'il faudrait que les gouvernements les surveillent et les contrôlent étroitement (disposition extrême à laquelle travaille avec vigueur la Bolivie).

Face à une telle situation, il devient difficile de comprendre les propos des progressistes. D'un côté, les progressistes au pouvoir insistent sur le fait que les délactosés sont incapables d'avoir une influence sur les mobilisations citoyennes et, d'un autre côté, ils affirment qu'ils sont tellement mais alors tellement puissants qu'il faut les contrôler.

Est-ce qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils défendent deux idées contraires ? Peut-être pas. En fait les contradictions de ce type se sont banalisées et sont désormais une évidence pour une large majorité. C'est là précisément un des signes de l'énergie en baisse des progressistes. Nous ne sommes donc pas face à une fin de cycle mais face à son épuisement. Il leur est de plus en plus difficile de trouver de nouveaux arguments et, pour cette raison, ils ne trouvent rien de mieux que de faire appel à d'autres ressources, que ce soit des campagnes de publicité, des métaphores bizarres, des qualificatifs répétés et, quand cela est possible, quelques moqueries.

Le lactose serait-elle la mesure autant des idées politiques que des pratiques des gouvernements ? Faudra-t-il créer un lactosomètre politique ? Je me refuse à tomber dans ces extrêmes. N'existe-t-il pas de termes plus adéquats ou d'idées plus précises pour parler du sujet ? Oui, sans aucun doute. C'est l'attitude que les gauches doivent adopter qui, pour rebondir, doivent utiliser les meilleurs termes et concepts possibles et se référer toujours à des problèmes réels et non fictifs. Des gauches qui défendraient leurs idées, exprimeraient leurs désaccords si nécessaire, dans le respect et de manière argumenté – les gens ne sont pas bêtes et c'est ce qu'ils attendent.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3383.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Rebelión, 23 décembre 2015.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir « ÉQUATEUR - « révolution citoyenne », modèle extractiviste et gauches crititiques. Entretien avec Alberto Acosta, candidat de l'Unité plurinationale des gauches à l'élection présidentielle ».

[2] Voir DIAL 3313 - « ÉQUATEUR - Défi historique pour la CONAIE ».

[3] DIAL 3258 - « AMÉRIQUE DU SUD - Progressisme et gauche marron ».

[4] DIAL 3245 - « BOLIVIE - Les peuples originaires passent au second plan ».

[5] Eduardo Gudynas est chercheur sur les questions de développement. Twitter :@EGudynas.

[6] « El proceso boliviano en clave regional », discours d'Álvaro García Linera, Deuxième Rencontre latino-américaine progressiste, Quito, septembre 2015. http://www.alianzapais.com.ec/wpcontent/uploads/2015/10/CONFERENCIA-MAGISTRAL-ALVARO-García-LINERA-ENELAP-2015.pdf.

[7] Par le président Rafael Correa – note DIAL.

[8] Sur la distinction que fait l'auteur entre gauche et progressisme, voir, en espagnol, « AMÉRICA LATINA - Izquierda y progresismo : la gran divergencia » – note DIAL.

[9] Voir DIAL 3075 - « ÉQUATEUR - Le projet ITT : entre transformation du modèle économique et construction d'une autre société. Entretien avec Alberto Acosta » – note DIAL.

[10] La Confédération des nationalités indiennes de l'Équateur (CONAIE) est une organisation créée en

1986 dans le but de regrouper un nombre important de communautés et d'associations locales ou régionales des peuples indiens, pour agir sur la scène politique nationale – NdT.

[11] Le Territoire indien et Parc national Isiboro-Sécure (TIPNIS), de 12 363 km^2, est situé dans les départements boliviens de Beni et de Cochabamba. Il a été déclaré Parc national le 22 novembre 1965, et territoire autochtone le 24 septembre 1990, grâce aux luttes revendicatives des peuples indiens de la région – NdT.